



Conférence « Quel progrès, quel modèle de développement pour Madagascar »

Espace Bernanos – 12 octobre 2023

Verbatim

Tin (Introduction)

"Chers participants, nous vous souhaitons la bienvenue à cette deuxième conférence organisée par le think tank Diapason. Nous sommes reconnaissants de votre présence et tenons à remercier chaleureusement ceux d'entre vous qui ont également assisté à notre précédente réunion. Nous exprimons notre gratitude envers vous, nos contributeurs, qui par votre présence rendent cet événement possible grâce à votre soutien financier. De même, nous tenons à remercier nos membres adhérents à Diapason, contribuant ainsi à la tenue de ces événements. Nos partenaires, notamment Zama, Fact Madagascar, ZKH, et JPM, méritent également nos remerciements pour leur fidélité. Nous apprécions grandement votre présence.

La thématique de notre deuxième conférence est vaste, et nous n'avons pas l'ambition de la couvrir en une seule séance. Nous souhaitons amorcer une série de conférences sur le thème : « Quel progrès, quel modèle de développement pour Madagascar ? » Ce sujet est d'actualité compte tenu des événements en cours à Madagascar. Plutôt que de rester de simples observateurs constatant les difficultés actuelles, nous cherchons à réfléchir à l'avenir et à la manière dont nous pouvons anticiper les défis à venir. Nous vous invitons donc à débattre de cette question. Avant d'entrer dans le vif du sujet, nous tenons à exprimer notre reconnaissance envers nos partenaires et fondateurs, sans lesquels cette conférence ne pourrait avoir lieu et sans les idées à partager.

Plutôt que de simplement afficher des graphiques que nous connaissons bien, montrant la récurrence des crises à Madagascar, nous souhaitons aborder une énigme. Comment expliquer que Madagascar, malgré ses immenses ressources, connaisse une récession ininterrompue depuis son indépendance ? De plus, un paradoxe émerge : tout signe de développement économique est suivi d'une crise. Nous sommes confrontés à divers défis, tels que la dépendance, la vulnérabilité, la pauvreté élevée, la dépendance à l'aide étrangère, la corruption élevée et l'instabilité politique. Voilà le portrait global de notre pays.

Comment comptons-nous innover en tant que Diapason ? Nous préférons écouter plutôt que parler, car il y a tant à dire. C'est pourquoi nous recevons en duplex des intervenants connectés depuis Madagascar, à savoir Kétakandriana Rafitson et Ralison Andriamandranto, ainsi que depuis le Bénin, Bamadi Sanokho. Par ailleurs, nous avons le plaisir d'accueillir en personne James Ranaivoson et Yohann Fare, qui participeront aux débats animés par Setry Rabejaona."

Setry

1. *Tin a déjà amorcé la plongée au cœur du sujet. Je présume que votre présence aujourd'hui dans cette salle découle peut-être d'un lien personnel avec Madagascar, et que les événements actuels dans ce pays ne vous laissent probablement pas indifférents. Cependant, notre intention est de prendre une voie différente, celle de ne pas rester captifs de l'instant présent, mais de prendre de la hauteur, à l'image de l'adage de Michelle Obama : 'quand ils s'enfoncent, nous nous élevons'. C'est ce que nous nous efforcerons de faire aujourd'hui, en nourrissant la réflexion, en abordant les sujets fondamentaux.*
2. *Nous ne discuterons donc pas de célébrités du cinéma ni de champions d'arts martiaux, et ainsi de suite. Nous n'hésiterons pas à philosopher, à aborder sans retenue, de manière franche, tous les sujets, comme si nous étions dans le confort de notre propre salon.*
3. *Penchons-nous sur la question du progrès et du développement, mais afin d'éviter d'être captifs de l'actualité, projetons-nous dans l'avenir. J'adresse ouvertement cette question à chacun d'entre vous, en commençant peut-être par Ralison, qui est le premier intervenant à l'écran. Projetons-nous dans un futur lointain, le 1er janvier 2060, soit dans environ 35 ans. Quel progrès, quelle vision avez-vous de Madagascar à cet horizon ? À quel moment direz-vous 'nous avons accompli quelque chose de significatif' ? Décrivez-nous ce progrès ou votre vision du développement de Madagascar dans ce futur éloigné."*

Ralison

4. *"En réalité, ma vision se trouve quelque peu influencée par les conclusions d'une prospective réalisée en janvier 2023, intitulée 'Vision prospective 2063'. Ce document esquissait le scénario d'un Madagascar symbolisé par une goélette. Parmi les cinq scénarios élaborés, nous avons opté pour celui qualifié de moyennement optimiste.*
5. *Dans ce scénario, la goélette représente une île qui se transforme en un pôle économique régional, dotée d'institutions stables et solides. Une société qui exploite de manière optimale ses immenses ressources naturelles, bien connues de Madagascar.*
6. *Cela aboutit à un stade d'excellence en matière de gestion de la transition écologique, de maîtrise des aléas climatiques, entre autres défis. Le tout dans le but de créer une vie sociale harmonieuse et épanouissante pour l'ensemble des habitants de Madagascar, tout en favorisant des relations harmonieuses avec les îles voisines et le reste du monde. Cette vision peut sembler utopique, mais je rejoins totalement l'opinion de l'ingénieur agronome René Dumont, qui affirmait : 'L'utopie ou la mort'."*

Ketakandriana

7. *"En ce qui concerne ma vision de Madagascar dans ce futur lointain, je m'appuierai sur l'indice de progrès social. J'aurais souhaité projeter des données à l'écran, mais vous pouvez facilement trouver sur Internet des informations concernant cet indice. Le dernier indice que nous ayons pour Madagascar remonte à 2021. Cet indice repose sur quatre principes fondamentaux.*
8. *Tout d'abord, il prône l'utilisation exclusive d'indicateurs sociaux et environnementaux pour évaluer le progrès social, plutôt que de se baser sur des indicateurs de réussite économique.*
9. *Ensuite, il s'agit de mesurer des résultats qui ont un véritable impact sur la vie des individus, plutôt que de se limiter à la mesure des investissements.*

10. *Troisièmement, il préconise une approche globale et pertinente pour tous les pays, et non pas seulement pour les pays les plus démunis.*
11. *Enfin, il encourage l'utilisation d'un indice concret, destiné à être un outil pratique pour guider et soutenir les dirigeants et les acteurs gouvernementaux. En 2021, Madagascar se classait au 149^e rang sur 168, avec un score total de 48,75 sur 100. Nous nous situons aujourd'hui bien en deçà de la moyenne. Mon rêve pour 2060 serait que nous trônions au sommet de cet indice social.*
12. *En 2021, les domaines les plus problématiques étaient l'accès à l'eau et à l'assainissement, l'accès à l'information et à la communication, l'accès à une éducation de qualité, l'accès aux soins de santé, au bien-être et au logement. Si, d'ici 2060, nous parvenons à résoudre ces problèmes, en éradiquant notamment la corruption qui constitue le principal obstacle, alors je considérerai que Madagascar a atteint un niveau de progrès social accompli."*

Bamadi

13. *"Je me permets de jouer le rôle du perturbateur ce soir, en tant que non-Malgache et sans origines malgaches, mais en tant qu'amoureux de Madagascar, forgé par mes multiples voyages dans ce pays. En ce qui concerne la vision à l'horizon 2060, je tiens à souligner que cela nous amène inévitablement à réfléchir à une trajectoire. Une trajectoire signifie que nous partons d'un point de départ.*
14. *Comme vous l'avez mentionné, il y aura des secousses d'ici 2060. De nouveaux paradigmes émergeront, de nouveaux paramètres entreront en jeu. Pendant les 60 dernières années, nous avons parlé de trajectoires de développement et avons formulé des visions pour ces trajectoires de développement.*
15. *Nous sommes maintenant dans une ère où la question des biens et des biens communs se profile. Des réflexions profondes seront nécessaires. En posant cette question, je reste optimiste quant à la capacité de Madagascar à trouver les ressources nécessaires à son développement.*
16. *Cependant, la question cruciale est de déterminer ce que nous entendons par le mot "développement". Est-ce la richesse d'aujourd'hui au regard de celle de demain ? Je ne le crois pas. Est-ce que le schéma consiste à gérer des actions visant à répondre aux besoins en terres, auxquels Madagascar pourrait apporter une réponse ?*
17. *La compétition actuelle entre les États en raison de la raréfaction des terres est considérable. Madagascar détient un potentiel significatif et pourrait jouer un rôle majeur dans le futur. Pour ma part, je serais optimiste à condition que ces éléments soient définis par les Malgaches, pour les Malgaches."*

Yohann

18. *"Tout d'abord, je tiens à exprimer ma gratitude pour cette invitation, et c'est un véritable plaisir que de venir partager cette discussion avec vous aujourd'hui. L'année 2060 est en réalité très proche, ce qui signifie que les préparatifs doivent commencer dès maintenant. La question du coût devient particulièrement intéressante. En 2060, selon certaines projections, la population malgache atteindra environ 60 millions d'habitants.*
19. *Lorsque je suis entré au collège en 1990, nous étions seulement 12 millions. Aujourd'hui, nous sommes près de 30 millions. Cela signifie que chaque génération double pratiquement la population. Cela représente un nombre croissant de personnes à nourrir et de services sociaux à développer, tels que les routes et les hôpitaux de 2060, entre autres. Tout cela doit être préparé dès à présent.*

20. *Le Madagascar de 2060 que j'espère voir est tout simplement un pays où les habitants sont heureux. Pour atteindre ce rêve, il est essentiel que les jeunes puissent pleinement exprimer leur potentiel, car Madagascar regorge de personnes ambitieuses, pourvu que les conditions soient réunies pour libérer ce potentiel.*
21. *Il existe de formidables opportunités. L'entreprise pour laquelle je travaille vient d'ouvrir une antenne sur place. Trois jeunes Malgaches nous ont rejoints après avoir suivi des formations locales adaptées à leurs aspirations. Cela témoigne d'un véritable désir de bien-être et de développement sur place.*
22. *En 2060, je rêve d'un Madagascar où la nature est préservée. Notre environnement naturel est unique, et une fois dégradé, il peut être perdu à jamais, sans même que nous ayons pu découvrir l'étendue de ses richesses. Cependant, pour préserver cette nature, il est essentiel que la population, qui doublera - voire plus - d'ici là, ait accès à une alimentation adéquate*
23. *. Nous devons donc veiller à ce que les gens soient épanouis et aient accès à la satisfaction de leurs besoins fondamentaux. En réalité, ces besoins sont assez élémentaires : la santé, l'éducation, la sécurité. Ce sont des aspects qui paraissent évidents, mais qui sont encore bien trop préoccupants en termes de besoins fondamentaux pour de nombreuses personnes aujourd'hui."*

James

24. *"En effet, 2060 peut sembler être une date lointaine, d'ici 37 ans, et pour ma part, en tant que retraité, il est peu probable que j'y sois encore à ce moment. Mais il est important de noter qu'il y a un an, la Banque mondiale prédisait que nous mettrions 70 ans pour rattraper le Rwanda sur le plan économique. Donc, même en 2061, nous n'aurons pas encore atteint cet objectif, si l'on ne se réfère qu'à l'aspect économique. Il est essentiel de garder cette réalité en tête.*
25. *De plus, je vous inviterais à considérer trois pays pour une comparaison, sachant que Madagascar compte actuellement 30 millions d'habitants, mais il est prévu que ce chiffre atteigne environ 50 millions d'ici 2040 et se rapproche des 100 millions d'ici 2060. Les défis auxquels nous sommes confrontés nécessitent une gestion radicalement différente. Par conséquent, il ne semble pas opportun de prédire simplement si nous progresserons ou connaîtrons des difficultés.*
26. *Je vous encourage à examiner l'histoire de trois ou quatre pays qui, en termes de population, sont considérés comme de petites nations. Tout d'abord, il y a le Costa Rica, qui se distingue par son engagement en faveur de l'environnement et sa gouvernance exemplaire, notamment par l'absence d'une armée. Comparons cela à Madagascar, où le budget de la défense a un impact majeur sur le pays. Ensuite, il y a le Botswana, premier producteur mondial de diamants, mais qui a su gérer ses ressources de manière démocratique, tout en créant un véritable fonds souverain.*
27. *Regardez la Suisse, un exemple de neutralité, de prospérité économique, et de réussite financière, qui pratique également la démocratie directe grâce au référendum. Et enfin, à proximité de Madagascar, il y a l'île Maurice, qui, malgré sa petite population de 1,3 million d'habitants, a réussi à diversifier son économie, passant de la canne à sucre aux services financiers et tertiaires.*
28. *Enfin, je souhaite mentionner le Luxembourg, où je réside actuellement, un pays encore plus petit, mais qui a su s'adapter aux grandes évolutions mondiales au fil des générations. Il est désormais le pays le plus riche du monde par habitant. Donc, en résumé, 2067 peut sembler lointain, mais en observant ces exemples, on peut constater ce que ces pays ont accompli en 67 ans, en 60 ans, ou en 37 ans."*

Setry

29. *"Lorsque nous examinons la situation dans son ensemble, il est clair que nous ne voulons pas être les derniers de la classe. Nous aspirons à atteindre le niveau des Suisses, des Costaricains, et nous comparons notre situation à celle du Rwanda. Nous parlons de bonheur, mais sommes-nous réellement malheureux ? La question que je me pose est de savoir si ce projet de développement et de progrès est principalement axé sur l'aspect économique, ou s'il y a une part de complexe qui découle de notre constante comparaison avec le reste du monde. Nous ressentons beaucoup de souffrance et de complexes liés à cette comparaison constante. La question qui se pose est de savoir s'il s'agit d'un projet économique ou d'un projet visant à améliorer notre classement. Cherchons-nous simplement à être dans la moyenne, à ne plus être les derniers de la classe ?"*

Ketakandriana

30. *Il est essentiel de comprendre que les classements, s'ils existent, ne servent pas uniquement à flatter l'ego, mais plutôt à fournir des mesures de référence et des outils d'aide à la décision. Ils permettent de diagnostiquer les problèmes et d'identifier ce qui ne va pas, dans le but de susciter des corrections et d'améliorer la situation en tendant vers le développement auquel nous aspirons tous.*
31. *La question de savoir si nous sommes heureux ou malheureux à Madagascar peut varier selon les perspectives individuelles. Pour de nombreuses personnes qui suivent l'actualité, il est possible de tirer leurs propres conclusions.*
32. *Toutefois, il est crucial de rappeler que le progrès ne se limite pas à des aspects économiques. Amartya Sen, dans ses nombreux travaux, a mis en avant l'idée que le développement concerne également l'autonomie intégrée, c'est-à-dire la capacité de la société à ne pas dépendre d'éléments extérieurs pour sa survie. Il s'agit de devenir autosuffisant et d'exploiter de manière optimale les ressources à notre disposition. L'objectif est de trouver le modèle de développement qui correspond à nos besoins et qui permet aux citoyens de s'épanouir à la fois sur le plan économique et en ce qui concerne leurs droits fondamentaux.*
33. *Cela englobe les droits civils, économiques et sociaux, et tous ces aspects doivent être intégrés dans une vision globale du développement. Les droits à la santé, à l'éducation, au logement, à un emploi décent, s'ils se réalisent, deviennent essentiels, quel que soit le classement ou les chiffres. L'élément crucial est que les gens se sentent en sécurité à l'échelle locale.*
34. *Actuellement, le sous-développement constant et l'extrême pauvreté qui prévalent à Madagascar engendrent de nombreuses formes d'insécurité, qu'il s'agisse de l'insécurité alimentaire dans le Sud, de l'insécurité physique en raison des vols et cambriolages, ou encore de l'insécurité politique, comme en témoigne le récent coup d'État institutionnel.*
35. *Ce n'est que lorsque nous aurons trouvé des solutions pour éliminer ces insécurités que nous pourrons véritablement progresser."*

Ralison

36. *Ce que j'entendais par "être heureux" dans notre approche, c'est de répondre aux besoins fondamentaux et universels des êtres humains. Que l'on se trouve près de Saint-Lazare, à Madagascar, au Bénin, au Togo,*

nous avons tous besoin de sécurité, que ce soit sur le plan économique ou physique, parmi d'autres. Nous avons tous besoin de jouir d'une bonne santé.

37. *En me remémorant des vidéos du film "Human" de Yann Arthus-Bertrand, je me suis rappelé du témoignage d'une dame malgache en particulier. Elle exprimait sa détresse et ses inquiétudes quotidiennes. Pourquoi ? Parce que sa fille, qui fréquentait l'école primaire, avait des frais de scolarité de 6 600 ariary qu'elle ne pouvait pas payer, même si cette somme représente peu, seulement quelques euros. Cette situation lui causait de la honte et de la gêne, d'autant plus qu'elle devait aussi s'acquitter du loyer, des factures d'énergie, etc. Il est donc nécessaire de résoudre des problèmes aussi basiques que ceux-ci.*
38. *Une autre personne partageait l'expérience selon laquelle, lorsqu'on est malade, on attend. Mais attendre quoi ? Aller chez le médecin coûtait 150 000 ariary. Lorsque l'argent manque pour se nourrir le jour même, la visite chez le médecin est repoussée. Ainsi, la santé, la sécurité, et le bien-être sont interconnectés.*
39. *On peut être financièrement à l'aise, on peut se sentir en sécurité, mais on ne peut pas se sentir bien dans sa peau si ces besoins fondamentaux ne sont pas satisfaits. Dans les pays développés, ces problèmes persistent également. À Madagascar, comme ailleurs, l'accès à l'éducation et à l'épanouissement personnel est possible lorsque les besoins fondamentaux sont correctement pris en charge. En répondant efficacement à ces besoins, les individus peuvent pleinement exprimer leur potentiel."*

Yohann

40. *Pour renforcer les propos de Kétakandriana concernant les défis qui nous attendent, il est essentiel de comprendre que, comme dans tous les pays du monde, l'idéal est de promouvoir une croissance qui émane de l'intérieur, c'est-à-dire une croissance endogène. Actuellement, l'agriculture représente un quart du PIB, une grande partie de ses produits étant destinée à l'exportation.*
41. *Par exemple, la vanille constitue environ 20 % des exportations, et le girofle environ 5 %. Bien que l'agriculture ne contribue qu'à hauteur d'un quart de la richesse nationale en termes de PIB, elle revêt une grande importance car elle occupe la majeure partie de la population. Il est donc essentiel de rendre hommage aux agriculteurs de Madagascar, qui, malgré les difficultés, parviennent à nourrir la population.*
42. *Actuellement, l'économie de Madagascar repose principalement sur les services et la transformation des produits. Cependant, une des lacunes majeures est le manque de matières premières locales, ce qui conduit à des importations massives, y compris de produits tels que la poudre de lait.*
43. *Il est donc impératif de développer l'ensemble de ces secteurs en parallèle. Un développement endogène nécessite une croissance qui provienne de l'intérieur du pays, tirée par la main-d'œuvre disponible en abondance.*
44. *Chaque année, de nombreux jeunes entrent sur le marché du travail. Les ressources naturelles et les conditions environnementales sont également favorables. Il convient donc de mobiliser le capital, ce qui, dans cette perspective, n'est pas la tâche la plus difficile.*

Setry

45. *Il est important de se poser la question de savoir si notre objectif est de devenir un pays riche, prospère, et d'atteindre la vision de la goélette qui parvient à la terre promise dans quelques années. Toutefois, en considérant les exemples donnés, il semble que l'enjeu principal soit de sortir de l'extrême pauvreté.*

46. *Il est possible que l'inquiétude majeure réside dans la lutte contre l'extrême pauvreté, et que cela devrait être le point central de notre projet. Dans cette optique, la priorité serait-elle de se concentrer sur l'élimination de l'extrême pauvreté et l'amélioration des conditions de vie de la population ?*

Ralison

47. *En effet, il est impératif de lutter contre l'extrême pauvreté qui touche la majorité de la population. Toutefois, il est tout aussi crucial de se permettre de rêver et de ne pas se comparer excessivement à d'autres pays. La clé réside dans la découverte d'une voie malgache, en se référant à nos valeurs et en construisant autour du "fihavanana," qui incarne la coopération plutôt que la compétition ou la prédation. Il est essentiel de réexaminer et de réaffirmer cette valeur malgache.*
48. *Il est fort possible de bâtir un modèle de développement endogène, en s'appuyant sur les valeurs de coopération et de solidarité du "fihavanana." Bien sûr, cela ne sera pas facile, et cela pourrait être perçu comme une utopie.*
49. *Cependant, il est vital de croire en cette vision, sinon l'alternative serait un déclin inévitable de la "goélette" vers le naufrage. En somme, l'objectif est de créer une société où il fait bon vivre, où les individus se sentent en harmonie avec eux-mêmes et avec les autres membres de la société.*

Setry

50. *Quelle forme prendrait ce programme, cette vision endogène qui serait nôtre ? Les aspects de l'appropriation sont clairement perceptibles. En quoi consisterait-il en réalité ? Comment envisage-t-on sa réalisation ? Nous concevons l'idée que l'extrême pauvreté serait considérablement réduite, voire éradiquée. Cependant, nous vivons sur cette planète, et par conséquent, à quel contexte cela se rattache-t-il ? S'agit-il d'un simple souhait, d'un modèle à embrasser ? Quelles démarches faut-il entreprendre pour le concrétiser ?*

Bamadi

51. *En ce qui concerne la manière de déterminer ce socle minimal de bien-être et de sécurité, ainsi que sur la façon dont la société et tous les acteurs impliqués prennent collectivement cette décision, nous nous éloignons du modèle traditionnel de classement.*
52. *Par exemple, le Maroc a récemment mis en place une commission de développement chargée de réfléchir à cette question. Ils ont sollicité la contribution d'experts et de commissions sur le développement pour explorer au maximum cette question.*
53. *Pendant longtemps, l'accent était principalement mis sur le PIB par habitant. Aujourd'hui, nous assistons à l'émergence de classifications basées sur le bien commun. De plus en plus, nous commençons à envisager d'autres types de classements. Par exemple, la Chine a refusé de se faire classer comme un pays développé dans le cadre de l'OCDE et revendique toujours son statut de pays en développement, comme elle l'a fait lors de la COP27.*
54. *Ce refus est dû au fait que cette classification de pays développé impliquerait des responsabilités accrues, tandis que la Chine considère qu'elle se trouve toujours dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire.*
55. *Il est donc impératif de sortir de ces classements conventionnels. Ces classements servent à mettre en lumière certains aspects, mais il est essentiel que l'ensemble de la population et tous les acteurs impliqués*

parviennent à un consensus sur la question fondamentale : "Que désirons-nous ? Quel est le socle minimal sur lequel nous pouvons tous nous entendre pour progresser ?"

James

56. *Quand j'étais lycéen dans les années 70, à l'approche de mai 72, mes camarades et moi commençons à affirmer que Madagascar était trop lié à la France, et que nous pourrions nous débrouiller seuls.*
57. *Récemment, j'ai retrouvé un ami de cette époque, après que chacun de nous ait tracé sa propre voie pendant ces quarante années. Lors de nos retrouvailles, il osait dire : "Peu importe, Madagascar n'est pas le centre du monde. Vous êtes là en train de vous persuader que vous êtes spéciaux, que vous vous en sortirez avec les ressources dont vous disposez. Mais pourquoi ne seriez-vous pas simplement normaux ?"*
58. *Qu'est-ce qu'un pays normal ? Nous avons 60 ans d'indépendance officielle, mais les réalités qui produisent "l'énigme et le paradoxe" montrent clairement que nous sommes tout sauf normaux.*
59. *Nous avons contribué à faire de ce pays un endroit anormal. Un pays normal est un pays dont on ne parle pas beaucoup. C'est un pays où l'on peut vivre en paix. C'est un pays où l'on ne dégrade pas la nature en raison d'une extrême pauvreté. C'est un pays où le respect règne. Or, en 60 ans, nous n'avons pas réussi à atteindre cela. En y réfléchissant bien, qui connaît vraiment l'histoire de Madagascar ? Qui ?*
60. *Nous voulons construire une société, mais nous sommes un pays de castes. Les disparités sociales font que nous rejetons certains de nos concitoyens. Que pouvons-nous construire dans de telles conditions ?*
61. *En 60 ans, nous avons détruit beaucoup de choses au lieu de bâtir. Avant de prétendre avoir un projet de société, il y a de nombreuses questions auxquelles nous devons répondre. Un projet de société se construit sur des valeurs et une compréhension plus approfondie de notre identité. Il nécessite également un pragmatisme sur l'endroit où nous souhaitons aller, mais nous ne disposons d'aucun de ces éléments.*
62. *Demandez aux gens comment les Français sont arrivés à Madagascar. La plupart des jeunes d'aujourd'hui ne savent même pas comment et quand les colons sont arrivés dans ce pays à la fin du XIXe siècle. Très peu connaissent l'histoire, même en ce qui concerne les esclaves arrivés à La Réunion.*
63. *Il y a beaucoup de méconnaissance concernant l'identité des Malgaches qui étaient des esclaves ou descendaient d'esclaves à La Réunion, alors que cette histoire a eu une grande influence sur les relations entre les différentes ethnies à Madagascar.*
64. *L'ignorance de notre propre histoire est préjudiciable. Construire des bases solides est impossible si nous ne comprenons pas notre passé. La France a mis énormément de temps pour devenir une nation, en construisant des valeurs. Cependant, en très peu de temps, tout peut être détruit, et c'est ce qui se produit actuellement.*
65. *En 60 ans, nous n'avons rien accompli, au contraire, nous avons plutôt détruit. Alors, quels sont nos objectifs ultimes ? Que pouvons-nous réaliser en 37 ans, d'ici 2060, si nous ne posons pas dès aujourd'hui les bases et si nous n'abordons pas collectivement la question suivante : Comment pouvons-nous y parvenir ?*

Ketakandriana

66. *Je souhaite aborder un sujet qui est à la fois théorique et pratique. Nous nous demandons comment parvenir à ce modèle idéal que nous avons tenté de définir. Actuellement, il semble que Madagascar soit en situation d'État en faillite.*
67. *Un État en faillite peut se caractériser par une situation de faillite financière, où l'État ne peut plus rembourser les intérêts de sa dette, ou par une situation de défaillance de l'État, où il n'est plus en mesure d'assurer ses fonctions régaliennes. Dans les deux cas, l'État a des difficultés internes qui nécessitent généralement l'intervention d'acteurs extérieurs.*
68. *Nous sommes donc dépendants de l'aide internationale, c'est un fait. Un ouvrage qui mérite d'être lu, bien que datant peut-être un peu, est intitulé « Why Nations Fail » (Pourquoi les nations échouent). L'économiste James Robinson y explore les raisons pour lesquelles les inégalités économiques sont courantes dans le monde d'aujourd'hui.*
69. *Il identifie les mauvaises décisions des acteurs politiques et détenteurs du pouvoir comme les principales raisons de l'injustice, plutôt que des facteurs tels que la culture, la géographie ou le climat. Il se penche donc sur la question de savoir pourquoi certaines nations restent dans la pauvreté, nous y compris, tandis que d'autres prospèrent.*
70. *Je retiens trois principales leçons de cet ouvrage. Premièrement, la meilleure manière d'expliquer les différences de niveau de vie entre les pays est d'examiner leurs différences institutionnelles.*
71. *Les institutions économiques d'un pays peuvent être inclusives ou extractives. Les institutions économiques inclusives favorisent la réussite économique, car elles encouragent les citoyens à participer aux activités économiques.*
72. *Les pays caractérisés par des institutions économiques inclusives sont également généralement caractérisés par un fort degré de liberté économique. C'est le cas, par exemple, de la Corée du Sud et des États-Unis. Ce système encourage les individus à travailler dur et à faire preuve de créativité, car ils savent que leurs efforts contribueront à la création de richesse.*
73. *En revanche, dans le cadre d'institutions économiques dites extractives, un groupe de la société tire des revenus d'un autre groupe au détriment de ce dernier. À mon sens, Madagascar se rapproche un peu plus de ce schéma, un peu à l'instar de la Corée du Nord, où la famille dirigeante a instauré un régime répressif qui ne permettait pas la propriété privée et qui accordait tout le pouvoir à une élite restreinte, créant ainsi un système élitiste et prédateur.*
74. *La deuxième leçon que je retiens de cet ouvrage est que même un événement unique survenu à un moment crucial peut faire toute la différence dans la réussite ou la faillite d'un pays. Nous nous demandons donc où nous, Malgaches, avons commis des erreurs.*
75. *Beaucoup considèrent les années 80 comme un tournant majeur avec l'adoption des politiques d'ajustement structurel. Pour ma part, je pense que nos échecs remontent plus loin, aux réflexions sur notre retour à l'indépendance.*
76. *À cette époque, nos futurs dirigeants ont tout simplement omis de consulter la population sur le type de régime qui conviendrait le mieux, sur le modèle de développement à poursuivre. Ce manque de consultation a des conséquences qui sont aujourd'hui au cœur de ce débat.*

77. *La troisième et dernière leçon à retenir est qu'il est possible de rompre le cycle de la pauvreté, bien que cela soit difficile. Cela nous offre une perspective un peu plus optimiste. Toutefois, ce processus ne se réalisera pas du jour au lendemain. Il est essentiel de construire des institutions fiables qui mettent la population au centre du débat.*
78. *Un contrat social est impératif. À mon avis, c'est là que réside la clé de la situation actuelle. Car à Madagascar, ce contrat social fait défaut. On nous dit qu'il a été rompu, mais je prétends qu'il n'a jamais véritablement existé chez nous.*

Setry

79. *Ralison, James nous a posé une question fondamentale : "Croyez-vous encore en ce schéma de l'État-nation que nous avons construit autour de la République ?" En tant que République, sommes-nous toujours convaincus que c'est le modèle de développement qui convient ? Nous parlons de Madagascar et des Malgaches comme si c'était une vérité immuable. La remise en question de ce modèle de développement, de cet État-nation construit autour de la République malgache, est-elle nécessaire ?*

Ralison

80. *Madagascar est encore loin d'être une nation. C'est actuellement un État, une république, mais un État fragile, voire défaillant, comme Ké l'a souligné. Cependant, je garde espoir. Nous avons la possibilité de construire cette nation, mais cela nécessitera une mobilisation collective. Il faudra unir nos forces pour édifier cette nation à partir de la reconnaissance de notre échec.*
81. *Comme James l'a mentionné, il est crucial de prendre conscience que nous nous dirigeons tout droit vers l'impasse après 60 ans d'indépendance. Le livre "L'Énigme et le Paradoxe" l'explique de manière approfondie. Mais à partir de cette prise de conscience de l'échec, il est possible de développer une conscience collective que notre goélette va à la dérive.*
82. *Cependant, il y a un signe prometteur de cette nouvelle prise de conscience : ces dernières années, le terme "Taninjanaka", signifiant "terre des enfants", est de plus en plus utilisé, en complément ou même en remplacement de "Tanindrazana", qui signifie "terre des ancêtres". "Tanindrazana" semblait appartenir à un paradigme du passé. Actuellement, il semble que les Malgaches se soucient de plus en plus de leurs enfants et de leur descendance.*
83. *On aspire à bâtir une nation où nos enfants peuvent réellement s'épanouir, et c'est sur la base de ce contrat social que nous devons construire cette nation. C'est une ambition tout à fait réalisable. Je le répète, elle doit reposer sur la coopération plutôt que sur la compétition ou la prédation, qui prédominent actuellement.*
84. *Nous assistons à une ère de compétition, de chacun pour soi, d'atomisation. Cependant, je crois que nous pouvons mobiliser et unir les gens en partant du constat de notre échec actuel, un constat que nous refusons d'accepter pour nos enfants.*
85. *Pour aller dans la même direction, je ne sais pas encore comment cela se traduira techniquement en termes de forme, de constitution, de gouvernance, etc. Mais je veux y croire. En fin de compte, nous n'avons pas d'autre choix. Nous aspirons naturellement à évoluer vers quelque chose de positif. Nous envisageons tous un avenir meilleur pour les générations futures.*

86. *Lorsque nous nous éloignons un peu des villes, où tout est rapide et peuplé, lorsque nous quittons Tana, nous redécouvrons la fierté de hisser le drapeau à certains moments de l'année, car le temps a encore un sens.*
87. *En ce qui concerne l'organisation sociale, nous devons être critiques envers ce qui ne va pas. Nous devons être capables de dénoncer les choses inacceptables et les injustices.*
88. *Chacun de nous doit agir. Quel salaire offrons-nous à notre gardien, à notre aide-ménagère ? Est-ce un salaire qui leur permet de vivre décemment compte tenu du nombre d'heures qu'ils travaillent, quelle que soit la richesse des familles qui les emploient ? Quel traitement social réservons-nous à un compatriote, si nous avons un peu plus de moyens que lui ?*
89. *Nous devons vivre dans la justice. Lorsque je parle des besoins fondamentaux, je parle d'éthique. Les dirigeants, les responsables d'entreprise, les dirigeants politiques, les chefs de famille, voire les enfants, chaque personne en relation avec autrui doit centrer son action sur le respect de la vie de l'autre.*

Yohann

90. *J'ai récemment passé une année extraordinaire à Madagascar avec ma fille de neuf ans. En face de la maison de ma sœur, il y avait un bac à ordures sur le trottoir d'en face, avec une famille assise par terre. Ma fille m'a dit : "Papa, il fait chaud là-bas ! Et si nous allions leur donner de l'eau en bouteille ? Parce qu'il n'y a pas de robinet là-bas, rien du tout." C'est un constat d'enfant, et il n'y a rien de plus authentique.*
91. *Comment pouvons-nous accepter de passer devant des gens vivant sous un tunnel sans réagir ? Ce n'est pas normal. En ce qui concerne les questions de castes, nous pouvons choisir de nous libérer de ces préjugés. En nous recentrant sur l'humanité, en nous concentrant sur le respect de la vie, nous pouvons éviter de nous conformer aux normes sociales, familiales ou à ce que les autres disent.*
92. *En réalité, nous savons tous au fond de nous ce que nous devrions faire. Il suffit de s'autoriser à l'exprimer de manière authentique. Et les dirigeants, c'est la même chose, ils savent exactement ce qu'il faut faire. Il faut simplement qu'ils aient vraiment la volonté de le faire.*

Setry

93. *En réalité, cette nation reste encore à construire concrètement. L'objectif demeure le même : répondre à l'aspiration au bonheur. Toutefois, nous devons aborder franchement une question importante. De qui parlons-nous exactement ? Parlons-nous des Malgaches en tant qu'individus ? Parlons-nous de l'île de Madagascar en tant que territoire ? Nous sommes tous conscients de nos différences, de notre diversité. Nous ne devons pas ignorer ces réalités. Il suffit de regarder autour de nous dans cette salle pour constater qui nous sommes et notre tendance à nous regrouper. Dès que nous quittons notre pays, nous avons tendance à nous retrouver entre nous. La seule chose qui nous unit, c'est que nous partageons cette île. Comment allons-nous gérer cette diversité ? Il est essentiel de comprendre que ces questionnements identitaires ne sont pas propres à Madagascar, mais nous devons réfléchir à la manière de les aborder. Devons-nous simplement ignorer ces différences et nous considérer comme une nation malgache unie pour toujours ?*

James

94. *Il est essentiel de rendre la dignité à ceux qui ne l'ont jamais eue, car ils ont été différenciés pour diverses raisons historiques. Cela signifie redonner de la dignité aux classes moyennes qui ont vu leurs vies se détériorer. Le mot clé ici est "dignité".*
95. *Lorsque nous sommes tous conscients de notre rôle pour restaurer la dignité de ceux que nous connaissons ou même de ceux que nous ne connaissons pas, avec qui nous travaillons, etc., les choses iront plus en douceur. Les choses évolueront vers le dialogue, la compréhension mutuelle et l'empathie, des éléments essentiels qui font actuellement défaut.*
96. *Toutefois, il est important de reconnaître que la majorité de la population est actuellement préoccupée par la lutte pour la survie et la satisfaction de ses besoins de base, en particulier la nourriture. Le préalable est donc de rétablir ces besoins de base à un niveau normal pour tous. Nous devons rétablir la normalité dans ce sens.*
97. *La normalité ne signifie pas demander des choses luxueuses comme le caviar, mais simplement avoir accès à des repas réguliers, tels que du riz et de la viande de temps en temps.*
98. *Malheureusement, de nombreuses personnes n'ont même pas accès à ces éléments fondamentaux. Enfin, pour beaucoup de gens qui se disent chrétiens à Madagascar, il est important d'appliquer profondément les principes de la Bible, qui prônent la charité et l'aide aux plus vulnérables.*

Bamadi

99. *Le débat soulève une question cruciale : qui sommes-nous pour décider du bien-être des Malgaches autour de cette table ? Cette question s'inspire d'une expérience personnelle lors de travaux menés pour aider les Malgaches. Elle met en lumière la question de l'appartenance à la patrie à Madagascar.*
100. *Il existe un certain nombre de personnes apatrides, ce qui signifie qu'elles ne sont pas considérées comme faisant partie intégrante de cette nation. Alors que nous parlons d'État et de Nation, comment ces individus peuvent-ils contribuer à définir leur avenir commun ? Ces questions identitaires traversent de nombreux pays et posent une question fondamentale : qui sommes-nous et avec qui souhaitons-nous progresser ?*
101. *Un autre aspect qui mérite réflexion est la question de l'identité. La diaspora malgache à l'étranger se sent-elle davantage malgache, et quels défis et difficultés rencontre-t-elle lorsqu'elle revient dans son pays d'origine pour y travailler ? Sommes-nous prêts à être considérés comme des acteurs à part entière de cette nation ?*
102. *Un exemple intéressant est cité au Bénin, où des discussions visent à faire du vaudou un patrimoine culturel auquel tous peuvent s'identifier. Il s'agit d'une stratégie politique nationale visant à partir de ces valeurs culturelles pour construire une identité nationale et progresser en tant que nation. »*

Setry

103. *Il est essentiel d'oser briser les tabous et de cesser de se voiler la face concernant notre diversité. Madagascar est un patchwork d'identités différentes, et chaque identité a de l'importance. Il n'est pas un crime pour quelqu'un de se considérer d'abord comme Sakalava, par exemple, avant d'être malgache.*

104. *Il revient à nous de valoriser ces identités afin de construire quelque chose ensemble, car c'est là le sens de la nation. La question fondamentale est de savoir si nous souhaitons vivre ensemble et comment nous pouvons réaliser cette cohabitation.*
105. *Jusqu'à présent, il semble que ces questions n'ont pas été suffisamment débattues au niveau national. Cependant, la tournure politique actuelle de la vie à Madagascar pourrait offrir une opportunité pour explorer ces pistes. Il est important de capitaliser sur les événements actuels pour lancer une réflexion sur ces questions cruciales. En classant ces sujets comme tabous et en les occultant, n'empêchons nous pas notre progression collective ?*

Yohann

106. *Il semble que les différences régionales et ethniques ne posent pas nécessairement de problèmes majeurs tant que l'accent est mis sur la dignité humaine et la satisfaction des besoins fondamentaux. J'en suis un exemple, avec un père originaire du nord de Tuléar et une mère issue non loin de l'allée des baobabs.*
107. *J'ai grandi à Tana, où il y a eu des métissages de différentes régions de Madagascar, et je me suis toujours senti bien partout sur l'île. Il est vrai que des cas de moquerie ou de stigmatisation peuvent se produire partout dans le monde, mais cela ne devrait pas être le point central.*
108. *L'État nécessaire est celui qui remplit son rôle en fournissant des services essentiels tels que la santé, la sécurité et l'éducation. Pour le reste, le privé peut s'en charger, l'agriculteur peut s'en charger. Cependant, il est essentiel de créer les conditions appropriées.*
109. *Par exemple, les agriculteurs continuent de fournir les villes, les marchés sont approvisionnés, mais certaines questions, comme celles relatives à la santé et à l'éducation, qui ne sont pas rentables à court terme relèvent nécessairement de la responsabilité de l'État. Pour l'investissement agricole ou d'autres services, le secteur privé peut jouer un rôle clé.*

Ralison

110. *Ainsi, je désire explorer trois facettes, inspirées des paroles de James, qui mettent en avant la question essentielle de la dignité, une valeur fondamentale dans la vie et l'épanouissement des Malgaches. Cette dignité, de mon point de vue, représente un pilier central de notre identité, une valeur humaine recherchée par de nombreux Malgaches, et qui pourrait bien servir de socle pour une dynamique nationale en quête d'un authentique essor endogène.*
111. *Dans cette perspective, j'aborde un second point crucial : la nécessité de gérer notre transition démographique en accord avec ces valeurs. Actuellement, nous sommes près de 3 millions d'âmes, et les chiffres de fécondité varient considérablement selon les catégories sociales. La classe moyenne aisée s'oriente vers une fécondité plus modérée, tandis que les plus démunis, les sans-abri, ou ceux vivant dans la précarité, ont des familles plus nombreuses.*
112. *Ce contraste se traduit par un taux de croissance démographique global d'environ 3 %, avec des pics notables dans les zones urbaines, comme à Antananarivo avec 4,4 %. Les implications de ces données sont significatives : les populations vulnérables sont en constante augmentation.*
113. *Comment y répondre ? Serait-il envisageable de recourir à la stérilisation des populations défavorisées ? Non, évidemment. Cette question touche au cœur de nos valeurs et de notre éthique. Dans certains pays,*

le concept de "grand remplacement" fait écho à ces défis cruciaux de gestion de notre transition démographique.

114. *Pour réussir cette transition, un investissement massif dans une éducation de qualité et inclusive est impératif. Il n'est pas réaliste de mettre en œuvre une politique de planification familiale à la manière de la Chine. Cela suscite des interrogations, par exemple, quant à la candidature d'une personne à la mairie d'Antananarivo, si elle s'engageait à rendre la capitale moins attractive afin de contribuer à la régulation de cette croissance urbaine.*
115. *Enfin, je conclurai en soulignant l'importance de la mer pour Madagascar. En tant qu'île, nos racines sont ancrées dans le monde maritime. Cependant, nous constatons des investissements massifs, tels que les 152 millions d'euros destinés à un téléphérique dans la capitale, qui contribuent à accroître son attrait.*
116. *Une somme qui aurait pu être mieux employée pour réhabiliter douze à quinze ports secondaires maritimes à travers Madagascar et soutenir le développement du transport maritime côtier. Ces fonds auraient pu également servir à l'acquisition de navires sécurisés, revitalisant ainsi les professions maritimes.*
117. *Dans le passé, Madagascar avait une école nationale d'enseignement maritime renommée à Majunga, l'ENAM, une institution qui mériterait d'être réhabilitée. Je rappelle que la décision d'investir dans le téléphérique a été prise après un tragique naufrage où plus d'une centaine de passagers ont péri en se rendant de la région du Nord-Est à Sainte-Marie.*
118. *Les besoins de déplacement sont manifestes, malgré les risques liés aux navires actuellement en service à Madagascar. Investir dans les ports secondaires et les transports maritimes sécurisés, exploités par des acteurs privés rentables, plutôt que dans un téléphérique, servirait un plus grand nombre de personnes et favoriserait la décentralisation.*
119. *Cette approche contribuerait à accroître l'attrait de nos côtes et de nos villes côtières, un élément clé du troisième point que je souhaitais aborder.*

Setry

120. *Votre transition est des plus opportunes. Vous avez osé plonger dans un rêve, dans un projet dont les contours s'étirent bien au-delà des chiffres économiques, bien au-delà des valeurs purement monétaires. Vous avez esquissé un projet imprégné d'une profonde dimension culturelle, centrée inévitablement sur la notion de dignité. C'est un projet empreint d'humanisme, un projet forgé autour du noble idéal d'une nation unifiée.*
121. *Les questions qui se posent à présent sont d'une toute autre envergure : Comment concrétiser cette vision audacieuse ? Quelles actions novatrices faut-il entreprendre ? Quels ajustements sont nécessaires pour donner vie à ce rêve ? Là où nous sommes, à Saint-Lazare, à Paris, se pose la délicate question de la diaspora au sein de ce projet collectif. Sommes-nous, issus de la diaspora, pleinement intégrés ?*
122. *Quel est l'objectif de la diaspora, contribuer au développement de Madagascar ou favoriser l'élévation de la condition des Malgaches ?*

Bamadi

123. *Je ne m'inscris pas dans la diaspora malgache, mais plutôt au sein de la diaspora africaine, dans son acception la plus large. Abordant la question migratoire que vous avez évoquée précédemment, monsieur, il est évident que la trajectoire à suivre doit s'écarter des sentiers malthusiens.*
124. *Il est impératif de briser ces chaînes, car dans deux ou trois décennies, la population malgache pourrait bien être un atout précieux pour le pays sur la scène internationale. Vous vous demandez peut-être pourquoi. Il ne faut pas sous-estimer les dynamiques démographiques qui façonneront les vingt prochaines années. En réalité, la question que nous devons adresser dès aujourd'hui est la suivante : « Comment avancer ? ».*
125. *Toutefois, il est essentiel de définir la trajectoire que nous emprunterons. Pourrions-nous opter pour un modèle semblable à celui des Philippines, qui ont élaboré une stratégie migratoire en envoyant leurs citoyens à l'étranger pour promouvoir leur propre développement ? Ou bien, dans l'environnement de l'océan Indien et des îles, pouvons-nous envisager de subvenir aux besoins de tous ?*
126. *Les dynamiques démographiques sont posées, et en conséquence, nous devons nous pencher sur la diaspora. Comment s'en sort elle ? Quelle est sa position dans tout cela ? Soyons réalistes, comme vous l'avez si clairement exprimé, les plus démunis ne sont pas ceux qui quittent Madagascar. Émigrer de l'île nécessite d'être connecté à un réseau et de disposer des ressources financières nécessaires.*
127. *La diaspora actuelle a un rôle à jouer. Même si Madagascar est une île, le développement ne peut pas s'envisager en vase clos, sans interaction aux niveaux régional et océan Indien, puis avec d'autres nations. Par conséquent, la diaspora est un acteur clé qui doit prendre part à ce lien entre l'île et le reste du monde.*

James

128. *La diaspora révélera tout son potentiel le jour où elle se sentira sécurisée. S'investir dans le développement dès aujourd'hui équivaut simplement à agir promptement là où l'opportunité se présente. Bien que nombre d'entre nous connaissent des difficultés économiques, il nous est loisible de faire mieux, de viser plus haut.*
129. *Par le passé, plusieurs ont entrepris cette démarche, mais les déceptions n'ont pas manqué parmi ceux qui se sont aventurés. Cette aspiration à contribuer anime chacun d'entre nous. Toutefois, il est illusoire de tout attendre de la première génération. Pour ma part, je suis arrivé ici il y a quarante ans, et je ne saurais rester les bras croisés aujourd'hui.*
130. *Mes enfants, membres de la deuxième génération, se trouvent à présent dans la phase de construction de leur propre vie, et je les comprends parfaitement. Ils s'interrogent sur la marche à suivre. Ma fille, qui œuvre dans le secteur des médias, tout en n'oubliant jamais sa « malgachité », ne se considère pas entièrement Malgache, du fait d'avoir toujours vécu ici.*
131. *Ses attaches et son emploi s'ancrent ici. Un jour, si elle ressent que Madagascar mérite son engagement, elle s'y investira. En tant que membre de la diaspora, mon action ne repose pas simplement sur des raisons liées à mon pays d'origine ou à mes racines malgaches. Je m'engage parce que je suis convaincu que des actions restent à entreprendre, et parce que j'ai l'assurance de pouvoir les mener à bien en toute sécurité.*

Yohann

132. *Il est manifeste que la diaspora détient un rôle à assumer, cependant, ce rôle doit s'inscrire dans un cadre propice, et surtout, il doit se révéler utile. Il convient de se demander si ce rôle consiste en l'apport de compétences. J'attache toujours une grande importance aux chiffres, et il semblerait que les transferts d'argent s'élèvent à 500 millions de dollars par an. D'ailleurs, parler de "transferts de fonds" pourrait bientôt s'avérer inexact, car cette somme atteindra peut-être 1 milliard. Ce montant équivaut à notre déficit actuel dans la balance commerciale. Les transferts d'argent jouent donc un rôle significatif.*
133. *Toutefois, il est primordial de commencer par identifier un projet capable de nous rassembler. La manière de procéder à cette identification reste à définir, mais il est impératif de dégager une vision commune de l'avenir et de déterminer les rôles de chacun à l'intérieur de cette vision.*
134. *En ce qui concerne la question de la décentralisation, il est essentiel de prendre en compte la dimension démographique, car il est impératif de mettre en place des services sociaux pour accompagner cette évolution.*
135. *Cependant, les temps ont changé, et les infrastructures ont été conçues pour une population qui représentait peut-être un cinquième de la population actuelle. Par conséquent, il est impératif de tenir compte du facteur démographique.*
136. *Dans le domaine agricole, que je maîtrise mieux que d'autres domaines, il existe un article célèbre intitulé "More people, less erosion" (Plus de monde, moins d'érosion) qui avance l'hypothèse que, que ce soit au Rwanda, au Burundi, au Kenya, dès que la densité de population en milieu rural atteint 200, 250 ou 300 habitants, davantage d'arbres poussent, et les paysages sont mieux entretenus. Il y a donc un point de bascule.*
137. *Ce qu'il convient de faire, c'est offrir des opportunités dans les régions pour permettre aux habitants de s'installer et de prospérer sans être contraints de se concentrer dans la capitale. Il existe des signaux positifs à cet égard, comme cette entreprise sociale que nous connaissons tous les deux, qui emploie actuellement 12 000 producteurs et qui, grâce à ses filières agricoles, propose des mutuelles de santé, des solutions de crédit, etc.*
138. *Cependant, dans les régions, des innovations sont en train d'émerger à l'échelle des bassins versants et des petites régions. Il s'agit de l'instauration de territoires ayant une vocation agricole biologique, un modèle qui s'inspire du Costa Rica.*
139. *Prenons l'exemple du bassin versant du Sambirano, réputé pour son cacao et son chocolat. Les terres cacaoyères de cette région sont entourées de vastes parcs nationaux, au moins cinq en tout. L'idée est de préserver ces paysages en entretenant correctement les forêts pour maintenir le microclimat et l'équilibre entre l'agriculture et la forêt.*
140. *Cela ouvrirait la voie au développement d'une agriculture agroécologique voire biologique, offrant un label national récemment officialisé pour ceux qui souhaitent s'engager dans cette voie. En conséquence, cela générerait suffisamment de production pour soutenir l'implantation d'une industrie de transformation des produits bio, créant ainsi des emplois, et ouvrant des perspectives prometteuses. C'est pourquoi nous pouvons entrevoir un avenir encourageant, à condition de créer des opportunités en dehors des grandes villes.*

141. *En réalité, les défis et les problèmes ne sont pas l'apanage de la capitale, Antananarivo. Prenez Tuléar, par exemple, où les cyclo-poussettes prolifèrent car ils représentent actuellement la principale source de revenus, bien que cette ville ne soit pas en mesure de satisfaire les besoins de l'ensemble de sa population. Nous observons des phénomènes similaires dans de nombreuses autres villes de Madagascar.*

Setry

142. *Ainsi, plusieurs idées concrètes ont été évoquées : le développement des infrastructures portuaires, la mise en place de territoires favorables à l'agriculture biologique, ainsi que la promotion de modèles d'entreprises spécialisées dans la transformation des produits agricoles. Cependant, il est essentiel de se rappeler que nous ne partons pas de zéro, car des actions ont déjà été entreprises. La question qui se pose est la suivante : que devons-nous ajuster ou créer de manière innovante pour concrétiser la vision esquissée précédemment ?*

Ketakandriana

143. *L'initiative nouvelle, bien que négligée depuis de nombreuses années, réside fondamentalement dans la notion d'intégrité. Cette intégrité doit imprégner tous les aspects du développement que nous cherchons à atteindre, en commençant par celle des dirigeants, de l'appareil administratif, des fonctionnaires, et de l'ensemble des citoyens. Il est impératif que cette intégrité soit présente à la fois en politique, dans le secteur privé, et parmi les citoyens.*

144. *Évoquer la diaspora me rappelle une conversation avec des compatriotes malgaches résidant à Montpellier, qui souhaitent contribuer au bien du pays. Ils partageaient leur frustration, ayant été trompés à plusieurs reprises par des concitoyens malgaches résidant sur place, qui avaient détourné les fonds destinés à l'aide.*

145. *De nombreuses expériences malheureuses de ce type ont ébranlé la confiance, et le socle du contrat social, qui fait défaut aujourd'hui et que nous devons absolument établir, repose sur cette confiance mutuelle. Cependant, cette confiance ne peut être nourrie qu'à travers l'intégrité des individus et des processus.*

146. *L'intégrité englobe également le respect des lois et du cadre constitutionnel, constituant une valeur fondamentale à restaurer impérativement si nous aspirons à dépasser l'état de désorientation collective qui prévaut actuellement. La réhabilitation de l'intégrité doit commencer dès le plus jeune âge, à l'école.*

147. *Je reviens brièvement à la diaspora, car c'est un sujet qui me tient particulièrement à cœur. À mon sens, un Malgache reste toujours Malgache, et il peut apporter sa contribution dès lors qu'il incarne cet esprit citoyen qui se sent investi dans l'avenir de son pays. En effet, tant que vous portez dans votre cœur cette dimension, le Tanindrazana, vous êtes pleinement Malgache et capable de contribuer au développement du pays.*

148. *Au-delà des aspects économiques, il y a également l'aspect technique, notamment le transfert de technologies. Madagascar demeure un pays qui n'a pas encore atteint le stade de l'industrialisation, même si nous sommes assis sur une véritable mine d'or et d'opportunités, pour ainsi dire.*

149. *Nous pourrions véritablement briller dans le domaine de la transition énergétique à l'échelle internationale. Nos réserves en minerais stratégiques sont considérables, mais nous manquons de la capacité nécessaire pour les exploiter.*

150. *En tentant de le faire aujourd'hui, nous risquerions de nous engager dans une voie délicate, faute de maîtrise des technologies requises. C'est une voie de développement qui mérite exploration, en posant soigneusement des repères et en mobilisant des compétences.*
151. *La diaspora pourrait apporter une contribution précieuse à cette entreprise. Pour moi, elle constitue également un levier politique de grande importance. Car il ne faut pas oublier que les diasporas ne se trouvent pas uniquement en France, elles sont présentes en Amérique du Nord et dans le monde entier. La diaspora pourrait influencer les relations bilatérales entre Madagascar et les pays qui l'accueillent.*
152. *Nous avons évoqué précédemment l'exemple tragique du téléphérique, qui découle de négociations entre deux pays. À un moment donné, si la diaspora prenait conscience de la folie dans laquelle nous nous engageons, elle pourrait exercer des pressions sur les autorités de son pays d'accueil. Nous avons le potentiel pour nous compléter mutuellement.*
153. *Néanmoins, je tiens à souligner l'importance de l'intégrité, qui demeure le fondement essentiel de toute démarche. C'est là que réside la vérité.*

Ralison

154. *En ce qui concerne le rôle de la diaspora, il est important de souligner que certaines diasporas jouent pleinement leur rôle. Les individus peuvent être victimes d'escroqueries ailleurs qu'à Madagascar, ce qui est un problème courant lorsqu'une personne décide d'investir dans un pays. Cependant, il existe un paradoxe intéressant : en période de crise, la diaspora transfère davantage d'argent à Madagascar que d'habitude.*
155. *Elle partage ainsi des caractéristiques et des engagements similaires à d'autres diasporas, notamment d'Asie. Certains membres de la diaspora décident de s'organiser dans le pays où ils résident, afin de peser davantage.*
156. *La France a été mentionnée à cet égard. Lorsqu'il y a des préoccupations liées à leur pays d'origine, ces individus parviennent à dialoguer avec les autorités de leur pays d'accueil. L'accent mis sur les valeurs est donc d'une grande importance.*
157. *Lorsqu'une décision est prise pour réunir les personnes autour de la table, elles peuvent s'affirmer en tant qu'interlocuteurs. Les autorités dans les pays d'accueil cherchent également à identifier des acteurs avec lesquels elles peuvent dialoguer, malgré les défis que cela peut comporter. À titre d'exemple, on peut mentionner le Mali et sa première crise en 2012. Les dirigeants maliens ont été reçus, et des corridors humanitaires ont été établis pour acheminer des secours vers les régions les plus reculées.*
158. *J'ai vécu l'expérience d'une association malienne qui a décidé de créer un fonds budgétaire communal en regroupant des membres pour envoyer collectivement de l'argent à la commune, sans affectation spécifique.*
159. *Il y a donc des évolutions, des opportunités qui peuvent être exploitées, pour peu que nous nous demandions comment nous pouvons nous réunir et influencer les débats, aussi bien dans le pays d'accueil que dans le pays d'origine.*
160. *Je souhaite réagir à ce sujet et souligner l'importance des initiatives qui ont déjà été lancées. Les projets FACT et ZAMA, par exemple, sont véritablement d'excellentes initiatives. J'ai eu l'occasion de participer à*

plusieurs rencontres auxquelles ZAMA m'a convié. Bien sûr, il y a encore des améliorations à apporter, mais ces initiatives posent des bases très solides.

- 161. De plus, le Ministère des Affaires Étrangères de Madagascar a maintenant une direction chargée de mobiliser la diaspora, ce qui est une excellente initiative à condition qu'elle ne soit pas instrumentalisée à des fins politiques.*
- 162. Ce que Diapason organise va dans la bonne direction, et il y a clairement quelque chose de très prometteur qui est en train de se mettre en place. Il est essentiel de tirer le meilleur parti de ces développements, tant au sein de la diaspora elle-même qu'entre la diaspora et les Malgaches résidant dans le pays.*
- 163. Enfin, il est primordial d'aborder la question de la gouvernance. Ce n'est pas toujours une tâche aisée. James a cité l'exemple positif du Costa Rica qu'on pouvait se fixer en objectif à atteindre. Mais je souhaiterais envisager un autre objectif : la sécurité sociale.*
- 164. La Sécurité sociale est un sujet d'envergure. À Madagascar, nous avons adopté un modèle qui s'est fortement inspiré de celui de la France. Cependant, il est de notoriété publique que ses limites ont été depuis longtemps atteintes.*
- 165. On évoque la nécessité d'élargir la portée de cette sécurité sociale, et diverses expérimentations ont été menées, notamment des transferts monétaires conditionnels visant à encourager l'envoi des enfants à l'école. Malheureusement, ces efforts sont restés, pour l'essentiel, au stade de bricolage.*
- 166. En 2010, nous avons élaboré un projet de refonte du code de prévoyance sociale pour le secteur privé, un projet qui a occupé nos journées et nos nuits pendant plusieurs mois. Pourtant, ce projet a été relégué dans un tiroir, ce qui est pour le moins regrettable.*
- 167. Pour simplifier, nous disposons actuellement de deux principales caisses : la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (CNAPS) pour le secteur formel, qui détient des ressources considérables en raison du grand nombre de cotisants par rapport au nombre de retraités. Cependant, les fonds de cette caisse attirent de nombreuses convoitises, et sa gouvernance est grandement critiquée, notamment en raison des scandales qui ont marqué sa gestion.*
- 168. À côté de la CNAPS, il y a la Caisse de Retraite Civile et Militaire, qui gère les pensions de retraite des militaires et des fonctionnaires. En 2010, cette caisse connaissait un déficit structurel de 24 milliards d'ariary. En 2020, ce déficit s'élevait à plus de 380 milliards d'ariary.*
- 169. Qui prend en charge ce déficit ? C'est le budget général, et donc les contribuables. Cependant, on n'a pas creusé pour découvrir les causes sous-jacentes de ce déficit structurel de la Caisse de Retraite Civile et Militaire.*
- 170. En ce qui concerne la Caisse de Retraite Civile et Militaire, il est prévu que d'ici 2030, son déficit atteindra 500 milliards d'ariary. La Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (CNAPS) du secteur privé, avec sa réserve, pourrait, grâce à des études actuarielles approfondies, fournir des prestations améliorées pour tous les bénéficiaires de la CNAPS.*
- 171. Cependant, à côté, la Caisse de Retraite Civile et Militaire offre des prestations de retraite plus généreuses tout en étant structurellement déficitaire, ce qui signifie que le déficit est couvert par les contribuables.*

172. *Il est impératif de trouver un moyen de sortir de ce schéma, car l'objectif est d'élargir la protection sociale à tous les Malgaches. Cette ambition est atteignable. Il s'agit de répondre aux besoins de sécurité sociale des 80 % de la population active qui évolue dans le secteur informel. Cette transition vers le secteur formel est cruciale pour renforcer la citoyenneté de ces individus, les inciter à payer des impôts et contribuer à l'économie nationale.*
173. *Un autre sujet majeur concerne l'éducation, qui revêt une importance capitale. Nous ne pourrons jamais pleinement exploiter notre dividende démographique, un potentiel extrêmement précieux, sans d'importants investissements dans l'éducation et la formation de nos enfants et de nos jeunes. Cette démarche est vitale.*
174. *Au cœur de ce système éducatif, se trouve la question de la langue. Il est essentiel de rassembler la population malgache autour de la langue malgache, de la revitaliser et de l'incorporer pleinement dans notre vie quotidienne, même lorsque nous débattons en français, ou en maîtrisant d'autres langues internationales. Cela contribuera grandement à développer un système éducatif inclusif, et nous n'aurons plus besoin d'envoyer nos enfants à l'étranger pour demander la naturalisation dans un autre pays.*

James

175. *Pour synthétiser mes idées, j'ai créé quatre diapositives. Beaucoup de sujets ont déjà été abordés, mais ma vision globale consiste à repenser notre trajectoire. Je propose une vision à court terme, une vision à moyen terme et une vision à long terme.*
176. *À court terme, l'objectif est de restaurer la dignité des Malgaches. Cela peut nécessiter des investissements importants, que ce soit au niveau du budget de l'État ou de la contribution individuelle. Restaurer la dignité de nos concitoyens peut s'avérer coûteux, notamment pour fournir une alimentation adéquate à ceux qui sont réellement démunis.*
177. *Cela représente un défi considérable, d'autant plus que la gestion budgétaire actuelle est confuse. Les fonds de l'État sont dispersés, et parfois, des experts du FMI et de la Banque mondiale prennent le contrôle de la situation. Cela résulte de notre crainte envers ces institutions. Cette situation est également liée à des contributions étrangères de quelques maigres millions de dollars par trimestre, qui permettent de boucler le budget malgache.*
178. *L'éducation a été évoquée précédemment. Il est essentiel de noter que le produit national brut de Madagascar est d'environ 13 milliards de dollars par an, alors que Maurice, avec 20 fois moins d'habitants, génère un produit similaire. Le budget malgache, quant à lui, atteint environ 10 milliards de dollars. Pourtant, les dépenses pour l'éducation nationale ne représentent que 600 millions de dollars. Dans un pays où 60 % de la population est composée de jeunes, ce montant est clairement insuffisant pour répondre aux besoins de l'éducation primaire, secondaire et supérieure.*
179. *Par conséquent, il est impératif d'améliorer la gestion budgétaire de manière à garantir que tout ce qui doit être fait soit effectivement réalisé, même si cela nécessite la création de monnaie. En gérant correctement la création monétaire, les autorités pourraient gagner la confiance des investisseurs, contrairement à la situation actuelle où de la monnaie est créée sans discernement, entravant la crédibilité de Madagascar.*
180. *Le déficit budgétaire à Madagascar s'élève actuellement à 800 millions de dollars, mais il est de facto couvert par des dons que d'autres pays font à Madagascar. Ces contributions se chiffrent approximativement entre 300 et 500 millions de dollars, bien que cela ne soit pas explicitement mentionné. Pour équilibrer le budget, Madagascar émet également des bons du Trésor, qui sont ensuite souscrits par*

des entreprises, des compagnies d'assurance, la CNAPS, et d'autres entités, entrant dans un cycle de dépendance financière perpétuelle.

- 181. Le premier enjeu réside donc dans la gestion efficace du budget, sans craindre d'utiliser la création monétaire pour restaurer la dignité des citoyens. Toutefois, cela doit être accompagné d'une lutte rigoureuse contre la corruption. L'objectif ultime est de rétablir la dignité de toutes les classes sociales, en planifiant et répondant aux besoins des pauvres, des classes moyennes et des riches.*
- 182. Ce modèle, inspiré par le projet de Ratsimandrava en 1972, qui mettait en place le Fokonolona reposait sur une planification minutieuse fondée sur une question : de quoi ont-ils besoin ? Ce qui permettrait à chacun, pauvres, classes moyennes, riches de s'épanouir sans chercher à instaurer un système spécifique, qu'il soit communiste ou autre. Le but principal est que tous les individus trouvent satisfaction et épanouissement dans ce qu'ils entreprennent, renforçant ainsi leur dignité.*
- 183. La prochaine étape est de renouer avec une trajectoire de développement durable. On en est encore à déterminer le point de départ de cette trajectoire. Des conditions transversales sont essentielles pour ce faire : protéger l'environnement naturel, structurer le système d'éducation et de formation, et garantir l'accessibilité et la rémunération du travail.*
- 184. L'élément clé pour restaurer la dignité de l'individu est le travail, qu'il s'agisse de travaux d'intérêt général ou d'autres formes d'emploi. Sans travail, la dignité de l'individu demeure incomplète.*
- 185. La situation des infrastructures énergétiques et de transport est cruciale. À l'époque de l'indépendance de Madagascar, il existait apparemment 60 000 kilomètres de routes praticables, mais aujourd'hui, ce chiffre a chuté à 10 000 kilomètres. Cela soulève des questions.*
- 186. Les écoles, les hôpitaux, et les centres de santé nécessitent des rénovations urgentes. Bien que le pouvoir actuel construise des murs, certaines institutions éducatives essentielles, telles que l'École Normale Supérieure et les écoles normales d'instituteurs, semblent avoir été négligées. Alors que le recrutement de Forces d'Intervention Rapide pour l'Assainissement du Milieu (FRAM) est une initiative valable, il est essentiel de leur fournir une formation adéquate. Il est impératif de structurer ces domaines.*
- 187. L'entrepreneuriat, qu'il soit rural ou urbain, doit être encouragé pour stimuler le développement.*
- 188. Enfin, il est essentiel de dépolitiser l'administration malgache. Actuellement, de nombreux fonctionnaires sont habillés en orange, ce qui est inapproprié, sauf si le pays suit un modèle communiste tel que la Chine ou la Corée du Nord. On pourrait dans ce cas dire « tant mieux » mais autant être clair.*
- 189. Enfin, l'informatisation et la généralisation de la digitalisation sont des éléments cruciaux pour catalyser le développement en 2023, aussi bien dans le secteur privé que public et pour chaque individu. La digitalisation généralisée est aujourd'hui incontournable.*
- 190. Il existe également des conditions sociétales essentielles à établir. J'ai mentionné l'atomisation de la société et l'existence de castes. Il est impératif de mobiliser la population autour de l'histoire nationale et des différentes cultures régionales. En Afrique du Sud, il y a onze langues officielles, tandis qu'à Madagascar, nous avons le malgache, qui est utilisé et dont la grammaire est officialisée, ainsi qu'une variété de malgache employée par l'administration.*

191. *Cependant, lorsqu'on se déplace en province, il est parfois difficile de comprendre la langue locale. Cela ne signifie pas que tout le monde devrait apprendre sept langues officielles, mais il est essentiel de les respecter et de les comprendre pour favoriser l'échange, qui est fondamental pour la cohésion nationale.*
192. *En ce qui concerne les relations internationales, il y a beaucoup à dire. Il ne s'agit pas d'être pro-français, pro-américain, pro-chinois, pro-indien, ou autre. Il est nécessaire de collaborer avec de grandes nations dans le monde et de définir une politique en conséquence.*
193. *Il est inutile de se plaindre des conditions imposées par la Banque mondiale ou le FMI. Ils imposent leurs conditions parce que certains pays en développement manquent de discipline. Les sanctions sont réservées aux enfants indisciplinés. Nous devons donc apprendre à être disciplinés, il s'agit simplement de politique pragmatique.*
194. *En conclusion, il est essentiel de fixer la notion d'intérêt individuel et de corruption en fonction du modèle de développement. J'ai travaillé pendant 20 ans au sein de la Banque européenne d'investissement, une institution qui ne prend pas à la légère les investissements dans les pays en développement, en particulier dans le secteur de l'agriculture. Ils préfèrent passer par des banques locales ou internationales pour évaluer la viabilité des projets agricoles.*
195. *L'expérience de Sahanala à Madagascar est un exemple concret. Cette entreprise a réussi à rassembler 15 000 membres grâce à des contrats établis entre les agriculteurs adhérents et Sahanala. Les agriculteurs cherchent avant tout à obtenir une sécurité pour vendre leurs produits sans avoir à s'inquiéter de l'avenir. Sahanala a mis en place les conditions nécessaires pour garantir cette sécurité, moyennant une discipline de la part des agriculteurs.*
196. *J'ai été impressionné par les performances de ce modèle. Je me suis retrouvé dans une région éloignée du Pérou, en compagnie de producteurs de café. J'ai observé une jeune fille travaillant sur un ordinateur et je lui ai demandé : « Que fais-tu ? ». Sa réponse m'a étonné : « Je fixe les cours à terme de notre café, que nous livrons au port situé à 200 kilomètres d'ici, sur les marchés à terme ». Cette scène illustre la sécurité dont ils bénéficient. Ces producteurs cultivent l'un des meilleurs cafés au monde grâce à leur connaissance des prix.*
197. *Sahanala a également compris cette dynamique en achetant les produits des agriculteurs à un prix équitable. Lorsque Sahanala transforme ces produits, les revend et réalise des bénéfices, une part de ces bénéfices est rétrocédée au producteur initial, qui est lui-même actionnaire de Sahanala.*
198. *Cette approche pourrait se développer de manière significative, avec même des distributions de dividendes financiers en plus des dividendes sociaux, tels que la prévoyance sociale, la retraite, les impôts payés aux collectivités locales, permettant l'amélioration des infrastructures routières, par exemple. La question qui se pose est pourquoi n'y aurait-il pas davantage d'entreprises comme Sahanala à Madagascar ?*

